



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/HRC/WG.6/4/CUB/3  
28 novembre 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS/ESPAGNOL

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME  
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel  
Quatrième session  
Genève, 2-13 février 2009

**RÉSUMÉ ÉTABLI PAR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME  
CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 15 c) DE L'ANNEXE À LA  
RÉSOLUTION 5/1 DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME\***

**CUBA**

Le présent rapport est un résumé de 326 communications de parties prenantes<sup>1</sup> à l'Examen périodique universel. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. L'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être à l'absence de communications des parties prenantes. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Le rapport a été établi en tenant compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans.

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

## **I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL ET CADRE**

### **A. Portée des obligations internationales**

1. Amnesty International (AI) s'est félicitée de la signature par Cuba du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et elle a espéré que le Gouvernement ratifierait ces deux traités dès que possible, sans formuler de réserves<sup>2</sup>. AI a également invité le Gouvernement à ratifier les deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>3</sup>. Human Rights First (HRF) a indiqué qu'en tant que signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Cuba était tenue de s'abstenir de tout acte qui serait contraire à l'objet et au but de ces traités<sup>4</sup>.

### **B. Cadre constitutionnel et législatif**

2. L'Union nationale des juristes de Cuba (UNJC) a indiqué que les droits de l'homme sont, en premier lieu, essentiellement consacrés dans la Constitution de 1976, ultérieurement modifiée, qui a été complétée par d'autres lois. La Constitution garantit, notamment, la liberté de conscience, de profession et de foi religieuse, le droit à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, le droit de propriété, ainsi que le droit à une procédure équitable<sup>5</sup>.

### **C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme**

3. Le Forum de la société civile cubaine («le Forum»), convoqué par 15 organisations et auquel ont participé 163 organisations de la société civile, a indiqué qu'il existe à Cuba un vaste et efficace système interinstitutionnel de protection des droits des citoyens, composé d'organisations sociales et d'organisations de masse, qui garantit que les plaintes et demandes relatives au respect et à l'exercice des droits de l'homme sont examinées et traitées, et que des réponses leur sont apportées<sup>6</sup>.

4. La Fédération des femmes cubaines (FMC) a indiqué qu'elle était reconnue comme le mécanisme national chargé de la promotion de la femme à Cuba, et qu'elle représente les intérêts de l'immense majorité des femmes du pays. La FMC entretient des relations horizontales avec les organismes de l'administration centrale de l'État aux fins de promouvoir, de coordonner, de suivre et d'évaluer les politiques et programmes sectoriels, ainsi que de contribuer à la conscientisation et à la mobilisation qui garantissent que les femmes sont prises en compte dans ces politiques et programmes<sup>7</sup>.

5. La FMC a également précisé que la Commission permanente pour la prise en charge de la jeunesse et de l'enfance et pour l'égalité des droits de la femme de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire continue d'exercer d'importantes fonctions en matière de protection et de promotion des droits humains des femmes, des enfants et des adolescents<sup>8</sup>. L'Association cubaine des handicapés physico-moteurs (ACLIFIM) a fait référence au Conseil national pour la prise en charge des personnes handicapées (CONAPED) ainsi qu'au Plan d'action national pour la prise en charge des personnes handicapées, en particulier la phase III de ce plan qui correspond à la période 2006-2010<sup>9</sup>.

6. Amnesty International a engagé le Gouvernement à créer un mécanisme de responsabilisation indépendant pour s'assurer que toutes les institutions de l'État, notamment les services de sécurité, respectent les droits de l'homme<sup>10</sup>.

## **II. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS**

### **A. Coopération avec les mécanismes de protection des droits de l'homme**

7. Amnesty International s'est félicitée de la visite, en novembre 2007, du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, et elle a indiqué qu'à cette occasion le Ministre des affaires étrangères avait affirmé que le Gouvernement était décidé à coopérer avec les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme «de façon systématique et continue, dès lors que Cuba – était – traitée sans discrimination». Amnesty International demeurait toutefois préoccupée par le fait que le contrôle du respect des droits de l'homme à Cuba continuait d'être très limité. Des organisations internationales indépendantes de protection des droits de l'homme ne sont pas autorisées à se rendre sur l'île<sup>11</sup>. L'ONG Nord Sud XXI a indiqué que Cuba n'avait pas coopéré avec la mission d'information menée par elle en août 2007, lorsqu'elle avait été invitée à le faire, mais ne l'avait nullement entravée non plus<sup>12</sup>.

8. HRF a recommandé que Cuba adresse une invitation permanente au Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme<sup>13</sup>.

### **B. Mise en œuvre des obligations internationales relatives aux droits de l'homme**

#### **1. Égalité et non-discrimination**

9. Cuba a réalisé de grands progrès pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes, et elle continue d'appeler l'attention sur les questions relatives aux droits des personnes dans leur lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance, comme cela a été noté par l'Australia-Cuba Friendship Society (ACFS)<sup>14</sup>.

10. L'Association cubaine des handicapés physico-moteurs (ACLFM) a indiqué qu'il n'y a pas à Cuba de loi spécifique sur les handicapés. En revanche, des lois, des décrets, des dispositions et des règlements régissant l'exercice des droits des personnes handicapées, sans exclusion, figurent dans différents textes légaux<sup>15</sup>.

#### **2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne**

11. Le Comité d'État pour la libération des cinq Cubains détenus aux États-Unis (CEL5) a indiqué que, bien qu'aucune disposition de la Constitution cubaine ne concerne l'application ou l'abolition de la peine capitale, le Code pénal prévoit cette sanction pour les infractions les plus graves. Cependant, la peine de mort a été appliquée de façon exceptionnelle. En 1999, des modifications ont été apportées au Code pénal, prévoyant la privation perpétuelle de la liberté pour certaines infractions, principalement dans le but d'utiliser de plus en plus cette sanction comme alternative à la peine de mort. Par ailleurs, Cuba respecte et observe rigoureusement, tant sur le plan législatif que sur le plan pratique, les garanties prévues par l'ONU en matière de protection des droits des condamnés à mort<sup>16</sup>.

12. Amnesty International a indiqué que Cuba s'était abstenue, en décembre 2007, lors du vote à l'Assemblée générale de l'ONU sur une résolution (A/62/149) préconisant un moratoire sur l'application de la peine capitale. En avril 2008, le Président de Cuba a annoncé que le Conseil d'État avait décidé de commuer la peine de mort à laquelle avait été condamné un groupe de prisonniers en trente années d'emprisonnement. Toutefois, il a également précisé que cette mesure n'impliquait pas l'abolition de la peine capitale. La dernière exécution connue remonte à avril 2003, lorsque trois jeunes gens condamnés à mort pour s'être emparés d'un navire afin de fuir l'île ont été exécutés<sup>17</sup>.

13. Le Forum a indiqué qu'à Cuba il n'y a pas d'exécution extrajudiciaire ni de disparus, et que les détenus ne sont pas torturés<sup>18</sup>. Le Comité consultatif juridique interaméricain pour les droits de l'homme (CJIDH) a fait observer que depuis que Cuba est partie à la Convention contre la torture il n'a effectué aucune enquête suite à une plainte pour torture dans le cadre de sa juridiction interne<sup>19</sup>.

14. Le «Service pour la Paix et la Justice d'Argentine» (SERPAJ-A) a fourni des informations sur la situation dans les prisons à Cuba, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des besoins fondamentaux dans les prisons, la politique de réinsertion sociale des détenus une fois qu'ils ont purgé leur peine, les visites de membres de la famille, l'alimentation, la santé et l'éducation des détenus<sup>20</sup>.

15. Le CJIDH a fait état de rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'homme renommées, qui insistent sur la situation ci-après qui prévaut dans le vaste système pénitentiaire cubain: surpopulation, mauvaise alimentation, harcèlement, passages à tabac d'une grande brutalité, placement en cellule d'isolement, transfert de prison, normalement vers des établissements éloignés du lieu de résidence de la famille, refus de l'assistance religieuse, suspension des visites de la famille et refus de traitement médical. Entre 2006 et 2008 uniquement, 49 personnes sont décédées dans les prisons cubaines sans que les autorités pénitentiaires ne fournissent d'explication officielle<sup>21</sup>.

16. HRF a indiqué que les défenseurs cubains des droits de l'homme reconnus coupables d'infractions purgent généralement leur peine dans des prisons où les conditions de détention sont déplorables, et partagent de vastes cellules avec des condamnés de droit commun. L'alimentation est de mauvaise qualité, l'accès à la lumière du jour et à des exercices physiques leur est souvent refusé, aucun traitement médical n'est dispensé aux prisonniers malades, et il est fréquent que les détenus soient transférés vers des prisons éloignées du lieu de résidence de leur famille<sup>22</sup>.

17. Le Conseil des rapporteurs sur les droits de l'homme de Cuba (CR) a fait état de traitements cruels et inhumains de la part des gardiens dans une prison à Camagüey, de décès dans des prisons et de difficultés dans des centres pénitentiaires tels que Canaleta à Matanzas, Combinado de Guantánamo, et Kilo 7 à Camagüey<sup>23</sup>.

### **3. Administration de la justice, notamment impunité et respect de la légalité**

18. Comme cela a été noté par Human Rights Watch (HRW)<sup>24</sup>, la Constitution cubaine prévoit expressément que les tribunaux sont «placés sous l'autorité de l'Assemblée nationale ... et du Conseil d'État», qui est un organe suprême de l'exécutif, et que le Conseil d'État peut donner des instructions aux tribunaux. HRW a également indiqué que le droit cubain permet que des civils soient jugés par des juridictions militaires, dont l'indépendance et l'impartialité sont discutables. En outre, il arrive que les juges cubains décident de juger des opposants non violents au Gouvernement dans le cadre d'une procédure à huis clos, violant ainsi le droit à un procès public<sup>25</sup>.

19. HRW a indiqué que, bien que la Constitution cubaine dispose que les citoyens ont le droit à la défense, la procédure cubaine et l'interdiction d'un barreau indépendant compromettent gravement ce droit. Étant donné le manque d'indépendance des juges, des procureurs et des avocats nommés ou approuvés par l'État, rares sont les accusés qui espèrent que leurs avocats puissent ou veuillent assurer correctement leur défense<sup>26</sup>. Amnesty International a indiqué que le fait que les avocats soient employés par le Gouvernement, et partant peu enclins à contester les procureurs ou les éléments de preuve présentés par les services de renseignement de l'État, compromet également la possibilité d'une défense juste et correcte<sup>27</sup>.

20. Les organisations qui ont participé au Forum ont indiqué qu'à Cuba la pleine égalité de tous les citoyens devant la loi, la présomption d'innocence et le droit à une défense et à un procès équitable sont reconnus. Le système pénal a avant tout pour objet de rééduquer les détenus et de leur inculquer des valeurs en vue de leur réintégration dans la société<sup>28</sup>.

#### **4. Liberté de mouvement**

21. D'après Human Rights Watch, le Gouvernement aurait levé certaines restrictions sur les voyages à l'étranger, qui avaient été strictement limités pendant plusieurs décennies, ce qui avait contribué à créer de grandes souffrances chez les personnes ayant des parents à l'étranger. Toutefois, il semblerait que des visas de sortie soient toujours exigés pour le personnel médical, les nouveaux diplômés des universités, les militaires et les fonctionnaires du Ministère de l'intérieur<sup>29</sup>. HRW a indiqué que le Gouvernement devrait réformer le Code pénal pour éliminer les infractions d'entrée et de sortie illégales<sup>30</sup>. Amnesty International a précisé que l'embargo avait compromis la liberté de circulation entre Cuba et les États-Unis et limité les réunifications familiales<sup>31</sup>.

22. HRF a fait observer que Cuba limite systématiquement la liberté de mouvement des défenseurs des droits de l'homme sur le territoire national. Des défenseurs des droits de l'homme qui tentaient de se rendre à La Havane pour participer à des réunions, des commémorations ou d'autres événements ont été contraints de descendre des autobus dans lesquels ils étaient montés. D'autres se sont vu confisquer leur carte nationale d'identité, qui est nécessaire pour voyager<sup>32</sup>. De même, HRC cite l'exemple des «Dames en blanc», internationalement distinguées à plusieurs reprises pour leurs activités pacifiques en faveur des droits de l'homme, qui n'ont jamais été autorisées à recevoir leurs distinctions, et indique que le Gouvernement cubain n'autorise pas les défenseurs des droits de l'homme à quitter le pays<sup>33</sup>.

#### **5. Liberté de religion ou de croyance, d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique**

23. Environ 17 organisations religieuses cubaines ont fourni des informations sur la liberté de religion, indiquant qu'elles jouissent d'une totale liberté pour exercer leurs activités, qu'elles ne sont soumises à aucune discrimination du fait de leurs croyances, ni à des limitations dans l'exercice de leurs droits civils, et qu'elles entretiennent des relations empreintes de respect avec l'État cubain. Elles ont également précisé qu'elles avaient obtenu la reconnaissance juridique sans aucune difficulté, qu'elles pouvaient organiser des réunions religieuses dans leurs institutions, des maisons de particuliers ou en d'autres lieux, et que l'accueil et les activités des étrangers qui viennent leur rendre visite à Cuba sont facilités<sup>34</sup>.

24. Selon Christian Solidarity Worldwide (SSW), au cours de l'année écoulée, les informations faisant état de violations de la liberté religieuse ont augmenté, ces violations allant de menaces à la présence dissuasive d'agents de sécurité de l'État lors de rassemblements religieux, en passant par la confiscation d'églises et/ou de foyers religieux, l'expulsion de pasteurs et de leur famille et, dans quelques cas, la destruction matérielle d'églises. Parmi les victimes de ces violations, on dénombre des membres de «congrégations religieuses» non enregistrées et d'Églises enregistrées, ainsi que des personnes appartenant ou non au Conseil cubain des Églises (CCC), qui a traditionnellement bénéficié d'un traitement relativement préférentiel de la part du Gouvernement. SSW a ajouté que des responsables religieux de toutes confessions ont également signalé qu'ils continuaient à rencontrer des difficultés lorsqu'ils sollicitaient des visas de sortie ou des permis pour des véhicules de l'Église, ainsi que des restrictions sur l'importation de bibles et autres documents religieux<sup>35</sup>.

25. Selon Amnesty International, 58 prisonniers de conscience au moins – notamment des enseignants, des journalistes et des défenseurs des droits de l’homme arrêtés pour leurs activités pacifiques – sont actuellement incarcérés dans différentes prisons cubaines, suite à des procès non conformes aux normes internationales en matière de procès équitable. Cinquante-cinq de ces prisonniers de conscience ont été arrêtés au cours du mois de mars 2003, lorsque la plupart des cadres intermédiaires du mouvement des dissidents, hormis une demi-douzaine de personnalités connues pour leurs critiques du régime, ont été détenus<sup>36</sup>. Amnesty International s’est félicitée de la libération, en février 2008, de quatre prisonniers de conscience, bien que ceux-ci aient apparemment été libérés pour des raisons de santé et qu’ils aient été contraints de s’exiler<sup>37</sup>.

26. Human Rights Watch a également indiqué qu’un grand nombre de lois pénalisent expressément l’exercice des libertés fondamentales tandis que d’autres sont rédigées de manière suffisamment vague pour permettre aux dirigeants cubains de réduire au silence les critiques contre le Gouvernement. Des infractions telles que «activité dangereuse», «propagande ennemie» et «outrage à l’autorité» (*desacato*) ont été régulièrement invoquées pour bâillonner toute dissidence<sup>38</sup>. Ceux qui tentent d’exprimer des opinions, d’organiser des réunions ou de constituer des organisations qui critiquent la politique gouvernementale et/ou les objectifs de l’État peuvent faire l’objet de mesures répressives, telles que l’emprisonnement, la perte d’emploi, le harcèlement ou l’intimidation<sup>39</sup>. Amnesty International s’est en outre déclarée préoccupée par les renseignements faisant état de harcèlement et d’intimidation à l’égard des critiques et des dissidents politiques et de leur famille, par des groupes quasi officiels à l’occasion de soi-disant actes de reniement («actos de repudio»)<sup>40</sup>.

27. HRF a indiqué que l’article 91 du Code pénal cubain et la loi relative à la protection de l’indépendance nationale et de l’économie de Cuba, également connus comme la «loi 88», sont les textes les plus couramment invoqués pour poursuivre les défenseurs des droits de l’homme<sup>41</sup>. Amnesty International a également noté que des limitations ont été imposées aux libertés fondamentales lorsque l’Assemblée nationale de Cuba a adopté, en 1999, la loi 88, conçue pour contrer une loi adoptée aux États-Unis d’Amérique, à savoir la loi «Helms-Burton», qui porte les noms de leurs auteurs<sup>42</sup>. La législation interdit la possession, la distribution ou la reproduction de «documents subversifs» provenant du Gouvernement des États-Unis, et prévoit des peines d’emprisonnement pouvant aller jusqu’à cinq ans pour collaboration avec des stations de radio ou de télévision ou des publications réputées appuyer la politique des États-Unis<sup>43</sup>. Amnesty International a demandé au Gouvernement de supprimer du Code pénal les dispositions susceptibles de contribuer à des arrestations ou des détentions arbitraires, et de mettre en conformité les lois, les règlements et les pratiques administratives concernant la liberté d’expression, d’association et de réunion avec les normes internationales<sup>44</sup>.

28. Le Forum a précisé que les nouvelles technologies de l’information et de la communication constituent des biens au service de tout le peuple, et que la formation à l’usage de ces technologies est gratuite<sup>45</sup>. On a également indiqué que le signal de la radio et de la télévision couvre l’ensemble du pays<sup>46</sup>.

29. Reporters sans frontières (RSF) a évoqué les très grandes difficultés que rencontrent les journalistes pour exercer leur profession dans un pays où l’État exerce un monopole sur l’information, l’impression et la diffusion<sup>47</sup>. Amnesty International a indiqué que la loi interdit l’appropriation privée de la presse, de la radio, de la télévision et d’autres moyens de communication, ce qui restreint l’exercice du droit à la liberté d’expression par des médias indépendants<sup>48</sup>. En outre, selon RSF, le réseau Internet est extrêmement contrôlé<sup>49</sup>. RSF a recommandé que le Gouvernement cubain mette fin au monopole d’État sur l’information,

la diffusion et l'impression, qu'il lève les restrictions sur l'acquisition individuelle de matériel informatique et qu'il facilite l'accès à Internet<sup>50</sup>.

30. Amnesty International a indiqué qu'en 2007, des fonctionnaires habilités ont informé un certain nombre de journalistes étrangers que leur visa ne serait pas renouvelé parce que «la manière dont ils rendent compte de la situation à Cuba n'est pas acceptable pour le Gouvernement cubain»<sup>51</sup>.

31. La Maison de l'Amérique latine (HOLA) et d'autres organisations ont fait savoir que la société civile cubaine joue un rôle actif dans le processus de prise de décisions touchant toutes les questions importantes pour la nation, à savoir la vie politique, le développement économique et social, la défense, la préservation et le développement de l'identité et de la culture, les relations étrangères, le partage des richesses, etc. La société civile cubaine compte plus de 2 000 organisations, notamment, parmi les plus importantes, des organisations sociales et des organisations de masse, ainsi que des organisations ou des associations dans les domaines technique, scientifique, culturel, artistique, sportif, religieux et fraternel, de l'amitié et de la solidarité, et toutes celles qui sont autorisées par la législation en vigueur<sup>52</sup>.

32. Environ 70 organisations ont fait référence au système politique cubain, faisant observer qu'il est l'expression légitime de la volonté du peuple dans l'exercice de son droit légitime à l'autodétermination, à la souveraineté et à l'indépendance<sup>53</sup>. Le Forum a indiqué que la loi garantit la participation des citoyens à la prise de décisions dans les affaires qui les concernent, ainsi que le droit de proposer des candidats, de les élire et d'être élu aux organes du Gouvernement moyennant des élections démocratiques. Le Forum a souligné que le système électoral a été librement choisi par le peuple cubain et qu'il a permis, pour la première fois dans l'histoire de Cuba, une participation citoyenne authentique et importante. En outre, le Forum a exigé que la souveraineté de Cuba et le droit à l'autodétermination de son peuple soient respectés<sup>54</sup>.

33. Human Rights Watch a indiqué que bien que la loi relative aux associations à Cuba (*Ley de Asociaciones y su Reglamento*) prétende garantir le droit d'association, elle interdit en fait la légalisation de toute organisation véritablement indépendante. La loi exige en effet que les organisations agissent en «coordination» et en «collaboration» avec un organisme public. La mise en œuvre de cette condition exige la subordination du groupe aux organes gouvernementaux, dans la mesure où un représentant de l'entité étatique est autorisé à participer et à prendre la parole à toute réunion prévue ou non, et où le groupe est tenu d'informer à l'avance le Gouvernement de toute publication, de coordonner avec l'organe gouvernemental compétent les activités touchant la participation à tout événement national ou international, de rendre compte régulièrement au Gouvernement de ses activités, et de l'informer au préalable de la date et de l'heure de toute réunion ou autre activité<sup>55</sup>.

34. Selon Amnesty International, l'ensemble des associations et syndicats civils et professionnels et de défense des droits de l'homme à Cuba qui sont extérieurs à l'appareil d'État et aux organisations de masse contrôlées par le Gouvernement ne peuvent pas obtenir de statut juridique, ce qui fait courir un risque aux membres de telles organisations en ce qui concerne l'exercice légitime de leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Selon l'article 208 du Code pénal cubain, les membres d'organisations non officielles peuvent encourir des peines de un à trois mois d'emprisonnement, et leurs dirigeants risquent de trois à neuf ans de prison<sup>56</sup>.

35. Le Forum juge inadmissible que d'autres gouvernements tentent de créer, d'utiliser et de reconnaître des organisations, censées défendre les droits de l'homme dans le cadre de la société civile cubaine, pour saper l'ordre constitutionnel librement choisi par le peuple<sup>57</sup>.

Plusieurs organisations ont fait référence à la source d'où provient le financement de l'opposition interne à Cuba, dont l'objectif est de renverser le Gouvernement<sup>58</sup>.

36. Le CJIDH a indiqué que nul n'a pu ni ne peut participer au Gouvernement, directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, s'il n'est pas membre du Parti communiste cubain<sup>59</sup>.

37. La FMC a indiqué que 43,32 % (266) des parlementaires de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire sont des femmes. On constate également une augmentation du nombre de femmes au Conseil d'État de la République de Cuba, où elles représentent 25,8 %<sup>60</sup>.

## **6. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables**

38. La Fédération syndicale mondiale (FSM) a indiqué que Cuba a ratifié 88 conventions de l'OIT, et que les droits fondamentaux des travailleurs et des syndicats cubains sont non seulement énoncés dans la Constitution, mais aussi prévus par le Code du travail en vigueur et la législation complémentaire qui en garantit l'exercice intégral. En outre, on a fait observer qu'il n'existe à Cuba qu'une seule centrale syndicale depuis 1939<sup>61</sup>. Environ 17 syndicats nationaux de travailleurs de différentes branches ont envoyé des renseignements concernant la liberté d'action syndicale, leur participation à des négociations avec des représentants administratifs et gouvernementaux, les prestations de sécurité sociale, ainsi que les échanges avec d'autres pays et l'accès aux nouvelles technologies dans leur domaine d'activité respectif<sup>62</sup>.

39. Pour sa part, le Forum a mis l'accent sur les efforts que réalise le pays pour parvenir au plein emploi, faisant valoir que le principe «à travail égal salaire égal» est mis en œuvre sans discrimination. En outre, le droit de travailler pour son propre compte et celui d'être un entrepreneur indépendant sont reconnus. Lorsque les jeunes achèvent leurs études, un travail leur est proposé en fonction des qualifications qu'ils ont acquises et de leurs perspectives de développement social et professionnel<sup>63</sup>.

40. Selon les renseignements fournis par la FMC, dans tous les secteurs d'activités les femmes représentent 40 % des postes occupés et plus de 46,23 % dans le secteur public civil, qui emploie plus de 80 % des femmes cubaines<sup>64</sup>.

## **7. Droit à la sécurité sociale et à un niveau de vie décent**

41. Le Forum a souligné les progrès réalisés en matière de sécurité sociale et d'assistance sociale; il s'agit des prestations et des pensions dont bénéficie l'ensemble de la population conformément à la loi (loi n° 24 de 1979), ainsi que des garanties concernant la protection des personnes inaptes au travail ou dépendant des aides de l'État. L'accent a également été mis sur les programmes pour la prise en charge personnalisée des groupes les plus vulnérables, tels que les handicapés et les personnes âgées, et en particulier le congé de maternité rémunéré jusqu'à un an après l'accouchement, droit que peut également exercer le père<sup>65</sup>.

42. La santé est un droit dont bénéficient gratuitement les citoyens et qui couvre les activités de promotion, de prévention, de soins et de réadaptation, comme l'a indiqué le Forum. La population bénéficie de tous les examens nécessaires à des fins thérapeutiques et de diagnostic. Les médicaments administrés aux patients hospitalisés ou prescrits aux malades ambulatoires, qui sont prévus dans des programmes de santé spéciaux prioritaires, tels que la grossesse, l'oncologie, la tuberculose, le sida, sont également gratuits. L'espérance de vie à la naissance est de soixante-dix-sept ans. L'accent a également été mis sur le rang de priorité élevé accordé au Programme materno-infantile<sup>66</sup>. Plusieurs organisations de médecins spécialistes ont fourni



des renseignements, entre autres choses sur les progrès réalisés dans le domaine de la santé, sur le système national de santé, les politiques publiques, les programmes et les actions, l'enseignement, la recherche, les avancées technico-scientifiques, la collaboration avec des institutions, ainsi que sur la loi relative au service rural qui prévoit que tous les diplômés ont l'obligation de fournir des services d'assistance dans les zones rurales pendant deux ans<sup>67</sup>.

43. Le Forum a souligné en outre les efforts réalisés par l'État en matière alimentaire, l'État garantissant à tous l'accès aux aliments disponibles moyennant leur distribution réglementée, et indiqué que le risque de sous-alimentation a été réduit et concerne moins de 1,5 % de la population. Le Forum a fait en outre référence à la nouvelle législation relative à la distribution en usufruit de terres non cultivées (DL n° 259), ce qui permet d'accroître la production alimentaire et, partant, de satisfaire les besoins de la société<sup>68</sup>.

44. Selon les renseignements fournis par le Forum, la Période spéciale, comme elle est appelée, lancée au début des années 90, n'a pas permis de réaliser les progrès escomptés en matière de logement. La demande est à présent plus aiguë encore suite aux dégâts provoqués par les récents ouragans Gustave et Ike, qui ont détruit, en totalité ou en partie, plus de 500 000 logements. Selon le Forum, plus de 80 % des familles sont propriétaires de leur logement<sup>69</sup>.

### **8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté**

45. Le Forum a indiqué que la population bénéficie, sans aucune distinction, d'un accès universel et gratuit à l'éducation<sup>70</sup>. Il a mis l'accent sur les transformations engagées dans le domaine de l'éducation, destinées à élever la qualité générale et globale, et à en garantir l'universalité. De nombreux programmes ont été mis en œuvre, qui visent à offrir une prise en charge personnalisée de l'étudiant, et à assurer le respect des droits des enfants et des jeunes et l'accès universel à l'enseignement supérieur, grâce à la création d'antennes universitaires dans toutes les municipalités et à l'université du troisième âge. Cuba a créé des centres universitaires internationaux pour la formation de médecins et de professionnels du sport, et elle accorde des bourses gratuites et fournit un appui pédagogique dans le cadre de l'échange de professeurs<sup>71</sup>. Ont également été créés des groupes et des centres de recherche spécialisés dans différentes disciplines scientifiques, grâce auxquels d'importants progrès ont été réalisés en faveur de la santé, de l'éducation, de la société et de la culture<sup>72</sup>.

46. En outre, le Forum a fait observer qu'ont été spécialement garantis le droit de création des jeunes artistes, la participation de la population à la vie culturelle, la créativité personnelle et communautaire, ainsi que la préservation du patrimoine naturel et culturel<sup>73</sup>. Par ailleurs, des efforts ont été déployés pour accroître les offres de loisirs ainsi que pour développer la pratique du sport, domaine dans lequel des progrès significatifs ont été obtenus au niveau mondial<sup>74</sup>.

### **III. PROGRÈS, MEILLEURES PRATIQUES, DIFFICULTÉS ET CONTRAINTES**

47. Environ 350 organisations ont indiqué qu'elles jugent positives les réussites de Cuba en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Millénaire, lesquels recouvrent les droits économiques, sociaux et culturels de la population. De nombreuses organisations ont mis l'accent, notamment, sur: les efforts réalisés par le pays pour atteindre le plein-emploi et les progrès obtenus en la matière, le taux de chômage étant de 1,8 % en 2007; les avancées en matière d'éducation et de santé, pour lesquelles la population bénéficie, sans aucune distinction, d'un accès universel et gratuit; le degré de priorité élevé accordé au Programme materno-infantile; la sécurité de l'assistance sociale; le logement, plus de 80 % de familles étant propriétaires de leur logement;

la protection des personnes inaptes au travail et les programmes destinés à la prise en charge personnalisée des groupes les plus vulnérables de la population, tels que les handicapés et les personnes âgées; ainsi que sur la politique culturelle et d'appui au sport<sup>75</sup>.

48. Le Forum a également insisté sur les programmes de protection et de prévention en matière de catastrophes naturelles<sup>76</sup>.

49. L'organisation Nord Sud XXI a recommandé que les efforts de Cuba pour assurer le droit à l'éducation et aux soins de santé servent d'exemple pour d'autres pays comme meilleure pratique de hiérarchisation des droits de l'homme par l'allocation adéquate de ressources<sup>77</sup>.

50. Environ 300 organisations ont indiqué que l'embargo imposé par les États-Unis à l'encontre de Cuba est extrêmement préjudiciable à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à l'éducation, à l'alimentation, à la santé et à l'assainissement – l'embargo affectant plus particulièrement les personnes les plus vulnérables ainsi que les échanges scientifiques, universitaires et culturels. À cet égard, les organisations ont affirmé qu'elles étaient témoins des énormes efforts réalisés par les autorités cubaines et des priorités arrêtées<sup>78</sup>. Environ 180 autres organisations ont également évoqué la difficulté qu'il y avait à déterminer avec précision la portée des dommages matériels provoqués par l'embargo économique, commercial et financier<sup>79</sup>.

#### **IV. PRIORITÉS, INITIATIVES ET ENGAGEMENTS NATIONAUX ESSENTIELS**

51. Le Forum a souligné la volonté politique de l'État cubain de respecter ses obligations et ses engagements internationaux en ce qui concerne les droits de l'homme<sup>80</sup>.

52. HRF a fait observer qu'en se présentant à l'élection au Conseil des droits de l'homme, Cuba s'était engagée à faire respecter «tous les droits de l'homme pour tous les peuples». Toutefois, selon HRF, Cuba ne protège pas correctement les défenseurs des droits de l'homme et ne reconnaît pas la valeur de leur activité<sup>81</sup>.

#### **V. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ASSISTANCE TECHNIQUE**

53. Les organisations du Forum ont souligné que la coopération internationale était un moyen efficace pour promouvoir et protéger effectivement les droits de l'homme. Environ 250 organisations ont fait référence aux nombreux programmes de solidarité et de coopération internationales mis en œuvre par Cuba, qui permettent de fournir des services médicaux en cas de catastrophe naturelle (c'est le cas par exemple de la brigade Henry Reeve), et de former à Cuba, en tant que professionnels de la santé, des milliers d'étudiants à faible revenu originaires de différents pays. L'accent a également été mis, entre autres, sur l'«Opération miracle», qui a permis à plus de 2 millions de personnes à faible revenu de divers pays de recouvrer la vue; l'assistance humanitaire en cas de catastrophe naturelle, et la solidarité en matière d'éducation, de sport, de culture<sup>82</sup> et d'asile politique<sup>83</sup>.

54. Il a également été fait référence au programme d'alphabétisation «Moi aussi je le peux», que Cuba a mis à la disposition d'autres peuples, qui a permis d'alphabétiser dans leur langue autochtone plus de 4 millions de personnes sous différentes latitudes, programme qui a été couronné par l'UNESCO et l'Académie des sciences de Cuba<sup>84</sup>.

55. La Fondation MUNDABAT a indiqué qu'elle travaille à Cuba depuis douze ans, et qu'elle n'a jamais été victime d'ingérence ou de pressions de la part des autorités en ce qui concerne ses activités, ce qui lui a permis de collaborer avec les organisations et les institutions de la société civile cubaine<sup>85</sup>.

### Notes

<sup>1</sup> The Stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org) . One asterisk denotes a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council.

AAB-C	Asociación de Amistad Bulgaria-Cuba, Sofia (Bulgaria)
AAC	Asociación Abacua de Cuba (Cuba)
AACMHA	Asociación de Amistad con Cuba Miguel-Hernández de Alicante, Alicante (Spain)
AAG-CFV	Asociación de Amizade Galego-Cubana Francisco Villamil, Vigo (Spain)
AAH-C	Asociación de Amistad Honduras-Cuba (Honduras)
AAHC	Asociación de Amistad Húngaro-Cubana (Hungary)
AAJDF	Asociación de Amigos del JD Farah, (Brazil)
AALP	Asistencia Alternativa Legal de Panamá (Panamá)
AAP-C	Asociación de Amistad Polaco-Cubana, Warsaw (Poland)
AAPSO	Afro Asian Peoples' Solidarity Organization, Cairo (Egypt)
AAR	Asociación de Auto-Realización (Cuba)
AARFAC	Asociación de Amistad R.F. Alemania-Cuba (Germany)
AB-CAP	Asociación Brasil-Cuba de Alumnos y Padres, Rio de Janeiro (Brazil)
ABEMEC	Asociación de Brasileños Estudiantes de Medicina en Cuba (Brazil)
ACAA	Asociación Cubana de Artesanos Artistas (Cuba)
ACAC	Asociación Cantabra de Amigos de Cuba, Santander (Spain)
AC-C	Amistad Checo-Cubana, Prague (Czechoslovakia)
ACCR	Asociación Cultural Cubana Raíces (Chile)
ACFO	Austrian-Cuban Friendship Organization, Vienna (Austria)
ACFS	Australia Cuban Friendship Society, Sydney (Australia)
ACFS	Australia-Cuba Friendship Society, Perth (Australia)
ACFTU-ILB	All-China Federation of Trade Unions, International Liaison Branch (China)
ACGC	Asociación de Camboyanos Graduados en Cuba
ACJM	Asociación Cultural José Martí de Paraná, Paraná (Brazil)
ACJM-ERGS	Asociación Cultural José Martí del Estado de Rio Grande del Sur, Rio de Janeiro (Brazil)
ACJM-MG	Associação Cultural José Martí de Minas Gerais (Brazil)
ACJMMG	Associação Cultural José Martí de Minas Gerais, Minas Gerais (Brazil)
ACJMRJ	Associação Cultural Jose Martí do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro (Brazil)
ACLIFIM	Asociación Cubana de Limitados Físico-Motores, La Habana
ACNU	Asociación Cubana de las Naciones Unidas, La Habana *

ACPA	Asociación Cubana de Producción Animal (Cuba)
ACPC	Asociación Cubana de la Prensa Cinematográfica (Cuba)
ACRB	Asociación de Cubanos Residentes en Bolivia – Jose Marti, (Bolivia)
ACSCRIP	Asociación de Comunicadores Sociales Católicos de la República de Panamá
ACW	All China Women’s Federation, China
ACYC	Asociación Cultural Youruba de Cuba, (Cuba)
ACYC-P	Asociación Cultural Yoruba de Cuba en el Perú, Lima (Peru)
ADEPU CHILE	Sydney (Australia)
ADK	Association of Doctors of Kazakhstan, Moskva (Russia)
ADP	Asociación Dominicana de Profesores, Santo Domingo (Dominican Republic)
AFAC-SP	Associação de Familiares e Amigos dos Estudantes em Cuba, Sao Paulo (Brazil)
AFEP	Agrupación de Familiares de Ejecutados Políticos, Santiago (Chile)
AFL-C	Association Friendship Lebanon-Cuba, (Lebanon)
AGGC	Association of Ghanaians Graduated in Cuba, (Ghana)
AGLCUI	Association of Graduated Lebanese from Cuban Universities and Institutes, (Lebanon)
AGUMEP	Asociación Guatemalteca de Médicos por la Eterna Primavera, Guatemala
AH-AV	Casa de la Amistad Peruano Cubana “Arcadio Hurtado-Andrés Vilela”, Lima (Peru)
AI	Amnesty International, London (UK)*
AICLJ	Asociación del Intercambio Cultural entre Latinoamérica y Japón (Japan)
AJ	Atena Japan (Japan)
AJDC	Asociación de Juristas Demócratas de Colombia, Bogota (Colombia)
AJUMAES	Asociación de Jueces de Paz, Primera Instancias, Magistrados y Abogados (El Salvador)
ALAI	Association Los Amigos International (France)
AMECA	Asociación Médica del Caribe, La Habana
ANAP	Asociación Nacional de Agricultores Pequeños, La Habana
ANCI	Asociación Nacional del Ciego, La Habana
ANCREB-JM	Asociación Nacional de Cubanos Residentes en Brasil “José Marti” (Brazil)
ANEC	Asociación Nacional de Economistas y Contadores de Cuba, Havana (Cuba)
A-NGOLAFRICARTES	(Angola)
ANOC	Asociación Nacional Ornitológica de Cuba, La Habana
APAC-DF	Associação de Pais e Amigos dos Estudantes Brasileiros em Cuba, Brasilia (Brazil)
APAFAESCUBA	Amigos, Padres y Familiares de los Estudiantes en Cuba, Huancayo (Peru)
APBP	Asociación de los Periodistas Bolivarianos de Panamá (Panamá)
APC	Asociación de Pedagogos de Cuba, (Cuba)
APEBC	Asociación de Padres de Estudiantes Becados en Cuba
APECH	Asociación de Padres de Estudiantes de Cuba, Capitulo de Chiriquí (Panamá)
APM	Abuelas de Plaza de Mayo, Buenos Aires (Argentina)

APROHFOC	Association des Professionnels Haitiens Formes a Cuba, Port-au-Prince (Haiti)
ASAC-BF	Association Burkinabé De Solidarité et d'Amitié avec Cuba (Burkina Faso)
ASAUCL	Association of Struggle against Unemployment and Cost of Living, (Turkey)
ASC	Al Saha Club, Palestinian Cuban Friendship Association, Beirut (Lebanon)
ASC	Association Suisse Cuba, Switzerland
AS-CE	Asociación Sueco-Cuba-Eskiltuna, Eskiltuna (Sweden)
ASHPC	Apoyo y Solidaridad al Hermano Pais de Cuba (Cuba)
AST	Asociación Solidaridad Toledo (Spain)
ASUC	Asociación Sueco – Cubana, Norrköping (Sweden)
ATAC	Asociación de Técnicos Azucareros de Cuba, La Habana
AV	Association “Venceremos”, Moskva (Russia)
AVSB	Asociación Vallesana Simón Bolívar (Spain)
AYAS	Asociación Yoruba Asetoluwuakofi, (Sweden)
BCF&SS	Bahamas-Cuba Friendship & Solidarity Society
BCFG	Botswana-Cuba Friendship Group
B-CFS	Belarus-Cuba Friendsip Society, Belarus
BFP	Belarusian Fund for Peace, Minsk (Belarus)
BLMWTU	Belarus Light Manufacturing Workers' Trade Union, Minsk (Belarus)
BPC	Belarus Peace Committee, Minsk (Belarus)
BPH	Bloque Popular Honduras (BPH) y las organizaciones afiliadas: Federación Unitaria de Trabajadores de Honduras (FUTH), STIBYS, SIEMPE, SITRASEFIN, SITECOHDEFOR, SITRASANAAYS, SITRAINA, SITRAIHSS, SITRAPANI, SITRARENAPE, SITRAUNAH, SITRAINFOP, SITRAUPEN, SITRAINJUPEMP, SITRAIDH, STEAP, SITRAVISARO, SITRAPROMDECA, SITRAINCEHSA, SITIAMASH, SITIPCYA, SIMTLAYS, SITRASOTSE, SITRASTAR, SITRAEXPRECO, SITRAMEHDICEN, Acción Universitaria, UPN, FEMS, Organización Comunal de Pobladores, URP, COFADEH, COPEMH, COLPROSUMAH, COPRUMH, COCOCH, UTC, Vía Campesina, CNTC
BRUJ	Belarus Republican Union of Jurists, Minsk (Belarus)
C29D	Comunidad 29 de Diciembre, Chimaltenango (Guatemala)
C5O	Comité 5 de Octubre, Stockholm (Sweden)
CACB	Casal de Amistat amb Cuba de Badalona, Badalona (Spain)
CACJS	Casal de Amistad con Cuba José Sánchez, Santa Coloma de Gramanet (Spain)
CACL	Casal Amics de Cuba de Lleida, Lleida (Spain)
CACM	Casal de Amistat amb Cuba de Mataró, Mataró (Spain)
CAPCASC	Casa de la Amistad Peruano Cubana Abel Santamaría Cuadrado, Lima (Peru)
CAPCJM	Casa de la Amistad Peruano Cubano de Jesús María, Lima (Peru)
CBC	Comité de Betania por los Cinco, (Panamá)
CC	Comite des Cinq, Conakry (Guinea)
CC1	Contribución conjunta de 3 organizaciones: Sociedad Cubana de Estomatología (SCE)Sociedad Cubana de Periodontología (SCP) y la Sociedad Cubana de Estudios Ortodóncicos (SCEO), La Habana

CC2	Contribución conjunta de 3 organizaciones: Coordinadora del Núcleo de Estudios Cubanos (NESCUBA), Centro de Estudios Avanzados Multidisciplinarios (CEAM), Universidad de Brasilia Distrito Federal (Brazil)
CC3	Contribución conjunta de 4 organizaciones: Coordinadora de Asociaciones de Cubanos Residentes en Francia (CACRF), Association Racines Cubaines - Raíces Cubanas, Association Havana Club, Collectif ODA d'Artistes au de la de l'Art
CC4	Contribución conjunta de 5 organizaciones: Union of Employees in Trade of Ioannina (UET), Union of Employees in Drugstores of Epirus (UED), Union of Builders of Ioannina (UB), Union of Pensioners of Ioninna (UP), Union of Excavators of Ioannina (UE), (Greece)
CC5	Contribución conjunta de 9 organizaciones: Labour Union of Agrinio, Greece (LUA); Federation of Agriculture Unions AIT/NIA, Greece (FAU); Union of Builders AIT/NIA (UB), Greece; Union of Clothing of Agrinio (UCL), Greece; Union of Pensioners of Agrinio (UP), Greece; Union of Employees at Hotels of Agrinio (UEH), Greece; Union of Employees in Private Education of Agrinio (UEPE), Greece; Union of Employees in Trade of Agrinio (UET), Greece; Union of Workers in Metal Industries (U.M.), Greece.
CC6	Contribución conjunta por 7 organizaciones: Plataforma Rural (PR), Coordinadora Campesina de Chile (CCCH), Confederación Nacional de Trabajadores Agrícolas (CONAGRO), Confederación Nacional Sindical Campesina (RANQUIL), Asociación Nacional de Mujeres Rurales e Indígenas (ANAMURI), Confederación Nacional de Productores Campesinos (CONAPROCH), Confederación Nacional de Trabajadores Agrícolas "Unidad Obrero Campesina", Plataforma Rural por la Tierra, (Chile)
CCSC	Coordinadora de Solidaridad con Cuba-Santiago de Chile, Santiago (Chile)
CCSP	Centro de Capacitación Social de Panamá, Panamá (Panamá)
CCW	Casino Chung Wah (Cuba)
CDI	Centrist Democratic International, Brussels (Belgium)*
CDM	Club-Descubrimiento del Mundo Opening of the World, Moskva (Russia)
CDR	Comité de Defensa de la Revolución, La Habana
CEBRAPAZ	Solidarity to the Peoples and Struggle for Peace*, Sao Paulo (Brazil)
CEL5	Comité Estatal por la Liberación de los 5 Cubanos presos en EE.UU, Madrid (Spain)
CEPIS	Centro de Educación Popular del Instituto Sedes Sapientiae, Sao Paulo (Brazil)
CETIM	Centre Europe-Tiers Monde, Geneva (Switzerland)*
CFN	Children Future Network, Tokyo (Japan)
CHP5CPEU	Comité Hondureño Para la Liberación de los Cinco Cubanos Presos en Estados Unidos, Tegucigalpa (Honduras)
CIC	Consejo de Iglesias de Cuba (Cuba)
CIMI	Consejo Indigenista Misionero, Brasilia (Brazil)
CJIDH	Consultoría Jurídica Interamericana de Derechos Humanos
CKWU	Council of the Khlebnikov Workers' University, Moskva (Russia)
CLA	Contemporary Lawyers Association, Ankara (Turkey)
CLCC	Comité Liberar a los Cinco Cubanos (Sweden)
CMFI	Colectiva de Mujeres Feministas de Izquierda (Guatemala)
CMG	Colectivo Manuel Galich, La Habana

CMI	Consejo Mundial de Iglesias
CML5C-CESCM	Contribución del Comité de Madrid por la Liberación de los 5 Cubanos presos por EE.UU y la Coordinadora Estatal de Solidaridad con Cuba-Madrid, Madrid (Spain)
CMMLK	Centro Memorial Dr. Martin Luther King, Jr., La Habana
CMP	Central de Movimientos Populares-Brasil, (Brazil)
CNC	Canadian Network on Cuba, Kingston (Canada)
CNSPC	Coordinadora Nacional de Solidaridad de Panamá con Cuba (Panamá)
CNTP	Central Nacional de Trabajadores de Panamá, Panamá (Panamá)
COFADEH	Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras, Tegucigalpa (Honduras)
COLCUBA	Corporación Colombianos con Cuba Vilma Espín Guillois, Bogota (Colombia)
CONAM	Confederación Nacional de las Asociaciones de Moradores, Sao Paulo (Brazil)
COPINH	Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (Honduras)
COPODEHUPA	Coordinadora Nacional de Derechos Humanos de Panamá, (Panamá)
COReIALTO	Central Obrera Regional de la Ciudad de Alto, el Alto (Bolivia)
CORSOLCUBA	Corporación Nacional de Solidaridad con Cuba, Bogotá (Colombia)
CPM	Clement Payne Movement, (Barbados)
CPS5	Comité Peruano de Solidaridad con los 5 (Peru)
CR	Consejo de Relatores de Derechos Humanos de Cuba, La Habana
CRCAL	Comité de Rusia de Cooperación con América Latina, (Rusia)
CRYSOL	Asociación de ex Pres@s Polític@s del Uruguay, Montevideo (Uruguay)
CSC	Cuba Solidarity Campaign, London (UK)
CSCDIG	Comité Solidaridad con Cuba, Departamento de Izabal (Guatemala)
CSC-G	Coordinadora de Solidaridad con Cuba-Guatemala, Guatemala (Guatemala)
CSCJMP	Corporación de Solidaridad con Cuba “José Martí Pérez”, Bogota (Colombia)
CSHRS	China Society for Human Rights Studies, Beijing (China)*
CSI	Cuba Si, Berlín (Germany)
CSSC	Coordinadora Salvadoreña de Solidaridad con Cuba (Cuba)
CSW	Christian Solidarity Worldwide, Surrey (England)
CTA	Central de Trabajadores de la Argentina, Buenos Aires (Argentina)
CTC	Central de Trabajadores de Cuba (Cuba)
CUBASOLAR	Sociedad Cubana para la Promoción de las Fuentes Renovables de Energia el Respeto Ambiental, La Habana
CUC	Comité de Unidad Campesina, Guatemala (Guatemala)
DBSPEU	Dean of Branch of St Petersburg Engineering-Economic University Chuvash (Russia)
DHCM	Defensa de la Humanidad Capitulo México (Mexico)
DICAL	Desarrollo Instituto de Ciencias Alejandro Lipschutz, Santiago (Chile)
ECEP	El Colegio de Economistas de Panamá (Panamá)
EDUCAFRO	Educación y Ciudadanía de Afrodescendientes y Carentes, Sao Paulo (Brasil)

EEDDA

Comité Grec pour la Solidarité Démocratique Internationale, Athens (Greece)

EL FORO

Contribución conjunta de Foro de la Sociedad Civil Cubana - ACNU \*, MovPaz\*, CEE\*, FMC\*, Centro Félix Varela\*, ANEC\*, UNJC\*, OCLAE\*, UNEAC\*, OSPAAAL\*, Centro de Estudios sobre la Juventud\*, AMECA\*, Sociedad Cultural José Martí\*, Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre\*, CEAO\* y otras 163 organizaciones: Sociedad Cubana de Microbiología; Sociedad Cubana de Reumatología; Sociedad Cubana de Cardiología; Iglesia Ortodoxa Griega; Casa de las Américas; Asociación de Técnicos Azucareros de Cuba; Sociedad Amor y Caridad Universal; Organización Continental y Latinoamericana de Estudiantes; Consejo Supremo Nacional de Espiritismo; Sociedad Cubana de Esperanto; Federación Nacional de Cine Club; Fundación Ludwig; Asociación Cultural Yoruba de Cuba; Sociedad Abakúa de Cuba; Soka Gakkai de la República de Cuba; Sociedad Cubana de Cirugía Plástica; Sociedad Cultural José Martí; Asociación Hermanos Sainz; Sociedad Cubana de Medicina Bioenergética y Naturalista; Sociedad Cubana de Cirugía Endoscópica; Sociedad Cubana de Ginecología y Obstetricia; Sociedad Cubana para la promoción de las fuentes renovables de energía y el respeto ambiental; Sociedad Cubana de Ciencias Farmacéuticas; Asociación Nacional de Sordos de Cuba; Asociación de Lingüistas de Cuba; Sociedad Cubana para la protección del medio ambiente; Asociación Cubana de Producción Animal; Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre; Asociación de Autorrealización Yoga; Centro de Información “Augusto Coto”; Brigada “Frank País”; Sociedad Cubana de Investigaciones Filosóficas; Liga Islámica de Cuba; Iglesia Episcopal; Consejo Nacional de Sociedades Científicas de la Salud; Federación de Mujeres Cubanas; Centro de Estudios de Asia y Oceanía; Sociedad Cubana de Ciencias Morfológicas; Asociación Cubana de la Prensa Cinematográfica; Unión de Juristas de Cuba; Asociación Médica del Caribe; Iglesia Apostólica de Jesucristo; Asociación Cubana de Limitados Físicos Motores; Fundación Fernando Ortiz; Unión Nacional de Arquitectos e Ingenieros de la Construcción de Cuba; Sociedad de Ingeniería Civil; Sociedad de Arquitectura; Sociedad de Ingeniería Hidráulica; Sociedad de Ingeniería Mecánica; Sociedad Económica de Amigos del País; Asociación de Aficionados a la botánica y protección de la Naturaleza; Asociación Cubana de las Naciones Unidas; Asociación Cubana de Ciencias de la Información; Centro de Estudios de Europeos; Asociación Nacional de Economistas y Contadores; Asociación de Cubana de Artesanos y Artistas; Sociedad Cubana de Endocrinología; Sociedad Cubana de Anatomía Patológica; Sociedad Cubana de Urología; Sociedad Cubana de Estomatología; Sociedad Cubana de Inmunología; Sociedad Cubana de Enfermería; Sociedad Cubana de Nefrología; Sociedad Cubana de Coloproctología; Sociedad Cubana Multidisciplinaria para el Estudio de la Sexualidad; Sociedad Meteorológica de Cuba; Movimiento Nacional de Video; Unión Nacional de Escritores y Artistas de Cuba; Centro de Estudios sobre la Juventud; Asociación Culinaria de Cuba; Centro Martín Luther King Jr.; Sociedad Cubana de Gastroenterología; Sociedad Cubana de Salude Pública; Consejo de Iglesias de Cuba; Santidad Pentecostal; Federación Filatélica de Cuba; Sociedad Cubana de Bioingeniería; Centro Félix Varela; Asociación Cubana de Técnicos Agrícolas y Forestales; Unión Nacional de Historiadores de Cuba; Sociedad Ornitológica de Cuba; Sociedad Cubana de Derecho Agrario; Centro de Estudios de América; Federación de Estudiantes de la Enseñanza Media; Comité de Defensa de la Revolución; Sociedad Cubana de Oncología; Sociedad Cubana de Cirugía; Sociedad Cubana de Psicología; Sociedad Cubana de Alergia; Sociedad Cubana de Hematología; Sociedad Cubana de Cirugía Maxilo Facial; Sociedad Cubana de Enfermería; Sociedad Cubana de Dermatología; Organización de Solidaridad con los pueblos de Asia, África y América Latina; Sociedad de Geociencia y Química; FIBAC. Representante de Organizaciones Internacionales de Género y Etnia; Organización de Pioneros José Martí; Asociación de Radioaficionados; Federación Estudiantil Universitaria; Fundación del Nuevo Cine Latinoamericano; Sociedad Cubana de Antropología Biológica; Centro de Estudios sobre Desarme y Seguridad Internacional; Movimiento Cubano por la paz y la soberanía de los pueblos; Asociación Canaria de Cuba “Leonor Pérez Cabrera”;



Agrupación de Sociedades Castellanas; Casino Chung Wa; Federación de Sociedades Asturianas; Min Chih Tang; Unión Árabe de Cuba; Asociación Caribeña de Cuba; Unión Francesa de Cuba; Federación de Sociedades Gallegas de Cuba; Centro Andaluz de la Habana; Federación de Sociedades Españolas de Cuba; Asociación “Concepción Arenal”; Asociación Centro Unión Orenzana; Asociación “Río Torto”; Asociación Aurora de Somoza; Sociedad Lorenzana; Sociedad Pravia; Sociedad Cangamo; Sociedad Allanda; Sociedad Allerano; Sociedad “La Regeira”; Sociedad Gonozoniega; Asociación “ Centro Balear”; Beneficencia Andaluza de Cuba; Vasco Navarra de Beneficencia; Asociación Beneficencia Aragonesa; Casa de Cantabria de la Habana; Beneficencia Cantabria; Asociación Naturales Beneficencia de Cataluña; Loung kong; Chi Tack Ton; Alianza socialista china; Long Sai Li; Chang Weng Chung Tong; On Teng Tong; Chung Shan; Wong Kong Ja Tong; Ye Fung Toy Tong; Sue Yuen Tong; Kow Kong; Central de Trabajadores de Cuba; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Administración Pública; Sindicato Nacional de Trabajadores del Transporte; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Alimentaria; Sindicato Nacional de Trabajadores Agrícolas y Forestales; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Química, la Minería y la Energía; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Hotelería y el Turismo; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación, la Ciencias y el Deporte; Sindicato Nacional de Trabajadores de las Comunicaciones; Sindicato Nacional de Trabajadores Azucareros; Sindicato Nacional de Trabajadores del Comercio, la Gastronomía y los Servicios; Sindicato Nacional de Trabajadores Metalúrgicos; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Salud; Sindicato Nacional de los Trabajadores de las Ciencias; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Construcción; Sindicato Nacional de Trabajadores Tabacaleros; Sindicato Nacional de Trabajadores Civiles de la Defensa; Sindicato Nacional de Trabajadores de la Marina, Puertos y Pesca; Escuela Nacional de Cuadros Sindicales “Lázaro Peña”; Asociación Nacional de Innovadores y Racionalizadores, Cuba

ELAM	Agrupación de Médicos Chilenos Graduados en la Escuela Latinoamericana de Medicina, La Habana
FANJ	Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre, La Habana *
FELAP	Federación Latinoamericana de Periodistas, Buenos Aires (Argentina)*
FESUCARUSU	Federación Sindical Única de Comunidades Agrarias de Radio Urbano y Sub Urbano de las Provincias Murillos - Los Andes (Bolivia)
FFC	Federación Filatélica Cubana, (Cuba)
FGT	Fundación Guillermo Toriello (Guatemala)
FJM	Fundacion João Mangabeira, Brazilia (Brazil)
FMC	Federación de Mujeres Cubanas, La Habana (Cuba)*
FMZBIVC	International Fund “Marshall Zhukov” of the Belarusian Internationalist Veterans - Cubans
FN	Freedom Now, Washington (USA)
FNAP	Frente Nacional de Abogados en Panamá, (Panamá)
FNCL	Fundación del Nuevo Cine Latino Americano, La Habana
FNL	Frente Nacional de Lucha en Defensa de los Servicios Públicos y los Recursos Naturales, (Guatemala)
FNVJ	Federación Nacional Víctor Jara, Stockholm (Sweden)
FRENADESO	Frente Nacional por la Defensa de los Derechos Económicos y Sociales. Organizaciones sociales miembros: Sindicato Único Nacional de Trabajadores de Industria de la Construcción y Similares (SUNTRACS), Confederación Nacional de Unidad Sindical Independiente (CONUSI), Asociación de Maestros Independientes

	Auténticos (AMIA), Asociación de Profesores de la Republica de Panamá (ASOPROF), Frente Estudiantil Revolucionario 29 de Noviembre (FER-29), Unión Indígena Campesina de Verguas (UIC), Unión Campesina Nameña (UCP), Frente Campesino Contra los Embalses (FCCE), Frente Universitario de Acción Revolucionaria (FUAR), Centro de Investigación y Docencia de Panamá (CIDPA), Alternativa Patriótica Popular (APP), (Panamá)
FRU	Frente de la Reforma Universitaria (Honduras)
FSEC	Federación de Sociedades Españolas de Cuba, Cuba
FSM	Federación Sindical Mundial, La Habana*
FUCVAM	Federación Uruguaya de Cooperativas de Viviendas por Ayuda Mutua, Montevideo (Uruguay)
FUK-C	Friendship Union Kazakhstan-Cuba, Kazakhstan
FWH	Fundación Luagu Hataudi Wduheñu (por la Salud de Nuestros Pueblos), Ceiba, Atlántida (HONDURAS)
GECU	Grupo Experimental de Cine Universitario (Panamá)
GRSOSR	Grupo Reflexión y Solidaridad Oscar Arnulfo Romero, La Habana
GS	Grupo Sur, Brussels (Belgium)
HCA	Human Call Association, Saida (Lebanon)
HF	Havanaclub Foundation, La Habana
HOLA	House of Latin America, (Islamic Republic of Iran)
HRF	Human Rights First, New York (USA)*
HRW	Human Rights Watch, Geneva (Switzerland)*
IASD	Iglesia Adventista Septimo Dia, (Cuba)
ICS	Initiative Cuba Socialista, Brussels (Belgium)
ICT	Isidoro Carrillo Torneria, Lota (Chile)
IECLC	Iglesia Evangélica de Confesión Luterana en Cuba (Cuba)
IEES	Iglesia Evangélica Ejercito de Salvación (Cuba)
IILTDA	Instituto Insade LTDA, Santiago (Chile)
IMC	Iglesia Morava en Cuba (Cuba)
IOG	Iglesia Ortodoxa Griega, La Habana
IOG-B	Iglesia Ortodoxa Griega en Brasil
IPNC	Indigenous Peoples and Nations Coalition, Geneva (Switzerland)
IPRC	Iglesia Presbiteriana-Reformada en Cuba, La Habana
JMAFC	Jose Marti Association for Friendship with Cuba (Turkey)
KJC	Korean Jurists Committee, Pyongyang (Democratic Peoples Republic of Korea)
KPN-PFPN	Contribución conjunta de Konbit Peyizan Nip (KPN) and Konbit Fanm Peyizan Nip (KFPN), (Haiti)
LAI	Labour Union of Ioannina, Ioannina (Greece)
LIB	Liberation, London (UK)*
LIC	Liga Islámica de Cuba, La Habana
MBSC	Movimiento Boliviano de Solidaridad con Cuba, (Bolivia)

MCPSP	Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos, La Habana
MECC	Movimiento Estudiantil Cristiano de Cuba, Matanzas (Cuba)
MEP	Movimiento Evangélico Progresista, (Brazil)
MFC	Misión Futuro, Buenos Aires (Argentina)
MLN29N	Movimiento de Liberación Nacional 29 de Noviembre, (Panamá)
MMH-LC	Movimiento de Mujeres Hondureñas (Honduras)
MMRG	Movimiento Mujeres en Resistencia Guatemala, (Guatemala)
MMSC	Movimiento Mexicano de Solidaridad con Cuba, (Mexico)
MOSEL	Movimiento Solidario Expresión Libre, Camagüey (Cuba)
MPA	Movimiento de Pequeños Agricultores, (Brazil)
MPM	Madres Plaza de Mayo, Buenos Aires (Argentina)
MPSC	Movimiento Paulista de Solidaridad a Cuba, Sao Paulo (Brazil)
MPUNA	Movimiento de los Pueblos Unidos por Nuestra América, (Panamá)
MUNDUBAT	Fundación MUNDUBAT, Bilbao (Spain)
NCBAU	National Council of the Bulgarian Antifascist Union, (Bulgaria)
NETWORK-CUBA	(Germany)
NSABC	NSA of the Bahia's of Cuba, (Cuba)
NSXXI	Nord Sud XXI, Geneve (Switzerland)
OCLAE	Organización Continental Latinoamericana y Caribeña de Estudiantes, (Cuba)
OHDSEP	Organización Hondureña para el Desarrollo Social Equitativo entre Pueblos, (Honduras)
OMHEC	Organización de Médicos Hondureños Regresados de Cuba, (Honduras)
OOH	Oeil Ouvert sur Haïti, (Haiti)
OSPAAAL	Organización de Solidaridad de los Pueblos de África, Asia y América Latina, Cuba*
OSSGC	Organization of Sri Lankan Students Graduated in Cuba, (Sri Lanka)
PAE-G	Popular Artistic Ensemble-Grenada, Moskva (Russia)
PAME	All Workers Militant Front, (Greece)
PB	Peace Boat, Tokyo (Japan)*
PCFS	Palestinian Cuban Friendship Society, (Palestine)
PIT-CNT	Plenario Intersindical de Trabajadores – Convención Nacional de Trabajadores, Montevideo (Uruguay)
PNA	Palestinian National Association, (Palestine)
PUMME	Panhellenic Union of Merchant Marine Engineers, (Greece)
RH	Roon Himeji, (Japan)
RJMSC	Red Juvenil Mexicana de Solidaridad con Cuba
RPP	Revista Pensamiento Propio, Santiago (Chile)
RSF	Reporters Without Borders, Paris (France)*
RSFC	Russian Society for Friendship with Cuba, Moskva (Russia)

SAC-R	Sociedad de Amistad de Cuba-Rusia, Moscú (Rusia)
SARYU	Syrian Arab Revolution Youth Union (Syria)
SBCSR	Sindicato de los Bancarios de la Ciudad de Santos y Región (Brazil)
SCAR	Sociedad Cubana de Anestesiología y Reanimación (Cuba)
SCC	Sociedad Cubana de Cirugía, La Habana
SCCM	Sociedad Cubana de Ciencias Morfológicas (Cuba)
SCDC	Sociedad Cubana de Dermatología de Cuba (Cuba)
SCE	Sociedad Cubana de Estomatología (Cuba)
SC-Endo	Sociedad Cubana de Endocrinología, (Cuba)
SCES	Sociedad Cubana de Educadores de la Salud (Cuba)
SCF	Sociedad Cubana de Farmacología, La Habana
SCFA	Swedish-Cuban Friendship Association, Jönköping (Sweden)
SCJM	Sociedad Cultural José Martí, La Habana *
SCMI	Sociedad Cubana de Medicina Interna (Cuba)
SCMIE	Sociedad Cubana de Medicina Intensiva y Emergencias, La Habana
SCML	Sociedad Cubana de Medicina Legal, La Habana
SCO	Sociedad Cubana de Otorrinolaringología (Cuba)
SCPC	Sociedad Cubana de Psiquiatría en Cuba (Cuba)
SCRP	Sociedad Cubana de Retinosis Pigmentaria, La Habana
SEAP	Sociedad Económica de Amigos del País (Cuba)
SEC	Sociedad de Escritores de Chile (Chile)
SERPAJ-A	Servicio Paz y Justicia de Argentina
SERPAJ-P	Servicio Paz y Justicia de Panamá
SETM	Seminario Evangélico de Teología Matanzas, (Cuba)
SFG	Socialist Forum of Ghana, Accra (Ghana)
SGRC	Soka Gakkai Republica de Cuba, La Habana
SH	Office of NGOs of Lebanon-Selim al Hoss, Beirut (Lebanon)
SINCOHAB	Sindicato de Trabajadores de las Empresas Cooperativas y Habitacionales, Sao Paulo (Brazil)
SINTRAERONAUTICO	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Aeronáutica, (Colombia)
SLNCSC	Sri Lanka National Committee for Solidarity with Cuba, Rajagiriya (Sri Lanka)
SNTA	Sindicato Nacional de Trabajadores Azucareros de Cuba (Cuba)
SNTAF	Sindicato Nacional de Trabajadores Agropecuarios y Forestales, La Habana
SNTAPC	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Administración Pública-Colectiva, La Habana
SNTCG	Sindicato Nacional de Trabajadores del Comercio y la Gastronomía, (Cuba)
SNTCIE	Sindicato Nacional de Trabajadores de las Comunicaciones, Informática y la Electrónica, La Habana
SNT-Ciencias	Sindicato Nacional de Trabajadores de las Ciencias, La Habana

SNT-Construcción	Sindicato Nacional de los Trabajadores de la Construcción, La Habana
SNTECD	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación, la Ciencia y el Deporte, La Habana
SNTIA	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Alimenticia, La Habana
SNTIL	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Ligera (Cuba)
SNTMMPP	Sindicato Nacional de Trabajadores de Marina Mercante Puerto y Pesca (Cuba)
SNTQME	Sindicato Nacional de los Trabajadores Químico, Minero, Energético, La Habana
SNTT	Sindicato Nacional de Trabajadores del Tabaco, La Habana
SNTTR	Sindicato Nacional de Trabajadores del Transporte (Cuba)
SOCCF	Sociedad Cubana de Ciencias Fisiológicas (Cuba)
SOCUBAT	Sociedad Cubana de Arterioesclerosis (Cuba)
SOCUENF	Sociedad Cubana de Enfermería, Havana (Cuba)
SPC	Swedish Peace Committee, Stockholm (Sweden)
SPPDCDH	Sociedad para la Protección de los Derechos Civiles y la Dignidad del Hombre, Berlin (Germany)
STHT	Sindicato de Trabajadores de Hotelería y Turismo, (Cuba)
SUP	Steelworkers Union of Pireas, Pireas (Greece)
TA	Tupaj Amaru, Geneva (Switzerland)*
TCSQC	Table de Concentration de Solidarité Quebec-Cuba, (Canada)
TPAT	The Peace Association of Turkey, Istanbul (Turkey)
TWU	Textile Workers' Union (Turkey)
TWU	Transport Workers' Union (Turkey)
UAC	Unión Árabe de Cuba (Cuba)
UBW	Union of Belarus Writers, Minsk (Belarus)
UCPO-Z	Union of Children's Public Organizations-Zhuldyz Astana, Kazakhstan
UFC	Unión Francesa de Cuba (Cuba)
UMU	Unión de Mujeres Uruguayas, Montevideo (Uruguay)
UMW	Union of Moscow Workers, Moskva (Russia)
UMW-K	Union of Moscow Workers-Krasnogvardeysky Section, Moskva (Russia)
UNAICC	Unión Nacional de Arquitectos e Ingenieros de la Construcción de Cuba, La Habana
UNJC	Unión Nacional de Juristas de Cuba, La Habana *
UTBA	Unión de Trabajadores de la Prensa de Buenos Aires, Buenos Aires (Argentina)
VCI	Vía Campesina Internacional (Honduras)
WIDF	Women International Democratic Federation on the Human Rights*, Sao Paulo (Brazil)
YAC	Youth Association of Cambodia, Phnom Penh (Cambodia)
YBAF	Yugoslavian-Cuban Association of Friendship, Trstenik (Yugoslavia)
<i>Academic organizations</i>	
CEA	Centro de Estudios sobre America, La Habana

CEAO	Centro de Estudios sobre Asia y Oceanía*, La Habana
CEE	Centro de Estudios Europeos, La Habana*
CEEC	Centro de Estudios de la Economía Cubana, La Habana
CIEC-DEEM	Club “Intellect” of the Entrepreneur’s College-Department of Education of Moscow Municipality RU, Moskva (Russia)
EDH	Equipos Docentes de Honduras (Honduras)
UM	Universidad en Movimiento (Chile)
EDUCAR	Grupo ‘Educar’, Facultad de Ciencias Medicas de la Universidad de San Carlos (Guatemala).

<sup>2</sup> AI, página 1.

<sup>3</sup> AI, página 7. Ver otras contribuciones, incluyendo de HRF.

<sup>4</sup> HRF, página 2; ECLJ, página 1.

<sup>5</sup> UNJC, páginas 1-5.

<sup>6</sup> El Foro, página 3. Ver también contribución de LIB.

<sup>7</sup> FMC, página 1. Ver también contribución de ACWF.

<sup>8</sup> FMC, página 4.

<sup>9</sup> ACLIFIM, páginas 1-5.

<sup>10</sup> AI, página 7.

<sup>11</sup> AI, página 6.

<sup>12</sup> Nord Sud XXI, páginas 1-5.

<sup>13</sup> HRF, páginas 5.

<sup>14</sup> ACFS, página 1.

<sup>15</sup> ACLFM, página 1.

<sup>16</sup> CEL5.

<sup>17</sup> AI, página 6.

<sup>18</sup> El Foro, página 2.

<sup>19</sup> CJIDH, página 3.

<sup>20</sup> SERPAJ-A, página 1; CLCC.

<sup>21</sup> CJIDH, páginas 1-2. Ver también contribuciones de CR; CDI; MOSEL.

<sup>22</sup> HRF, página 3. Ver contribución con detalles de caso citado. Ver también contribución de CDI.

<sup>23</sup> CR, páginas 1-2.

<sup>24</sup> HRW, página 1.

<sup>25</sup> HRW, página 1.

<sup>26</sup> HRW, página 1.

<sup>27</sup> AI, página 4.

<sup>28</sup> El Foro, página 2. Ver también contribución de BRUJ.

<sup>29</sup> HRW, página 3

- <sup>30</sup> HRW, página, 4.
- <sup>31</sup> AI, página 6.
- <sup>32</sup> HRF, página 4.
- <sup>33</sup> HRF, página 4.
- <sup>34</sup> Ver contribuciones de CIC; AENBA; LIC; SGRC; IOG; MEC; IMC; ACYC; AYAS; IPRC; IECLC; SETM; IEES; IASD; GRSOSR; AAR; BCFS.
- <sup>35</sup> SSW, páginas 1-4.
- <sup>36</sup> AI, páginas 2-3. Ver también HRW, página 3; HRF.
- <sup>37</sup> AI, páginas 4-5. Ver contribución con información de casos citados. Ver también contribución de RSF.
- <sup>38</sup> HRW, página 1. Ver también AI, página 1.
- <sup>39</sup> AI, página 5. Ver contribución con información de casos citados. Ver también FN; HRW, páginas 3-4, incluyendo casos citados; HRF, página 1
- <sup>40</sup> AI, página 6. Ver detalles de caso citado en la contribución.
- <sup>41</sup> HRF, páginas 2-3.
- <sup>42</sup> AI, página 1.
- <sup>43</sup> AI, página 1.
- <sup>44</sup> AI, página 7.
- <sup>45</sup> El Foro, página 2. Ver contribución de ACPC; UTPBA; FELAP.
- <sup>46</sup> El Foro, página 5.
- <sup>47</sup> RSF, páginas 1-2.
- <sup>48</sup> AI, página 4.
- <sup>49</sup> RSF, páginas 2-3.
- <sup>50</sup> RSF, página 2.
- <sup>51</sup> AI, página 5. Ver contribución con información de casos citados.
- <sup>52</sup> HOLA, pages 1-5. Ver, entre otras, también las contribuciones de GS; FANJ; CMMLK; ANOC; LIB; AGGC; AJDC; CEPIS; ACAC; JMAFC; AALP; COPODEHUPA; HCF; CSHRS; PUMME; MEP; YAC; AST; SARYU; UNAICC; ANEC; ATAC; ACAA; BPH; CC7; SUP.
- <sup>53</sup> Ver, entre otras, las contribuciones de AAB-C; AALB; AALP; AARFAC; ABEMEC; ACAC; ACFO; ACJM; ACJMRJ; ACRB; ADEPU CHILE; AGGC; AJDC; ANAP; ANCREB-JM; APEBC; APROHFOC; ASC; AST; AVSB; CC7; CCSC; CDR; CEBRAPAZ; CEL5; CEPIS; CHP5CPEU; CLCC; COLCUBA; COPINH; COPODEHUPA; CORSOLCUBA; CSC-G; CSHRS; CSI; EEDDA; El Foro; FJM; FNAP; HCA; HCF; ICS; JMAFC; LAI; MBSC; MEP; MMSC; MPM; NCBAU; NESCUBA; OMHEC; OSPAAAL; OSSGC; PAME; PUMME; SBCSR; SCFA; SCRIP; SINTRAAERONAUTICO; SLNCSC; SPC; SPPDCDH; SUP; TCSQC; UAC; UET; YBAF.
- <sup>54</sup> El Foro, página 3. Ver también CDR.
- <sup>55</sup> HRW, página 1.
- <sup>56</sup> AI, página 4.
- <sup>57</sup> El Foro, página 2.
- <sup>58</sup> Ver contribuciones de CML5C&CESCM; CLA; CNC; SFG; HCF; ASAVCL.
- <sup>59</sup> CJIDH, página 1. Ver también contribución de MOSEL.
- <sup>60</sup> FMC, página 4. Ver contribuciones de FDIM; BPH.

<sup>61</sup> FSM, página 3. Ver también contribución de CSC.

<sup>62</sup> STHT; SNTCG; SINTRAERONAUTICO; SNTA; SNTQME; SNTC; SNTIL; SNTT; SNTE; SNTIA; SNTAF; SNTT; SNTC; SNTAP; SNTCIE; SNTMMP.

<sup>63</sup> El Foro, página 3. Ver también contribución de ACFTU-ILB.

<sup>64</sup> FMC, página 3. Ver contribuciones de FDIM.

<sup>65</sup> El Foro, página 3.

<sup>66</sup> El Foro, página 4.

<sup>67</sup> SCE; SCES; SOCUBAT; SCC; SOCCF; SCDC; SCAR; AMECA; SCO; SCMI; SCRIP; SCMIE; SCML; SCF; SCCM; SOCUENF.

<sup>68</sup> El Foro, página 3.

<sup>69</sup> El Foro, página 4.

<sup>70</sup> El Foro, página 4. Ver también, entre otras APC.

<sup>71</sup> El Foro, página 3.

<sup>72</sup> El Foro, página 4.

<sup>73</sup> El Foro, página 4. Ver también FNCL; ANOC; FFC; UAC; AAC; SEC; DICAL; APEBC; AAB-C; CAPCAH-AV; MBSC; COPODEHUPA; AFEP; RH; FSEC.

<sup>74</sup> El Foro, página 4.

<sup>75</sup> Ver contribuciones de SCPC GS; CMFI; HOLA; CLCC; CMFI; MMH-LC; UMU; MMRG; COFADEH; FUCVAM; IOG-B; El Foro; APM; C50; CFN; CEAO; EDUCAFRO; PR; CPS5; CEE; CEEC; CEA; CUBASOLAR; MCPSP; SCJM; APAFAESCUBA; ANAP; ANCI; OSPAAL; UFC; SINCOMHAB; FNL; ACSCRIP; APBP; ASHPC; ASUC; DICAL; APECGH; OMHEC; FRU; EDH; ECEP; ADP; AGGC; AFAC-SP; KJC; APEBC; ACGC; AGLCUI; AICLJ; CEPIS; AGUMEP; ELAM; ABEMEC; CCSC; ASAC-BF; ACJMRJ; BCFG; RJMSC; MPSC; CSCDIG; CSI; CACJS; AAB-C; ACAC; ACJM; AAG-CFV; COLCUBA; CSC-G; JMAFC; SLNCSC; YBAF; BCF&SS; CACB; ASC; AVSB; TCSQC; ACFS; MMSC; SPC; AAH-C; AB-CAP; CAPCASC; AH-AV; ANCREB-JM; CAPCJM; ACJM-MG; ASH; SCFA; SAR-C; CNSPC; AS-CE; ACRB; AAHC; ACJM-ERGS; AARFAC; CAPCAH-AV; MBSC; CACRF; FLHW8SP; FJM; NCBAU; DHCM; COPINH; COPODEHUPA; MPUNA; CRY SOL; NES CUBA; ICS; HCF; GECU; EEDDA; CMP; AFEP; AAPSO; CIMI; CSHRS; OOH; MFC; RPP; PUMME; SPPDCDH; CETIM; OCLAE; MEP; YAC; CACM; NETWORK-CUBA; SEAP; ASAVCL; CPM; FNAP; MPM; EDUCAR; CKWU; RSFC; DBSPEU; CIEC-DEEM; BPC; BLMWTU; UBW; BCFS; UCPO-Z; AV; UMW-K; PAE-G; UMW; PB; UNJC; ANEC; FELAP; BPH; SINTRAERONAUTICO; FRENADSO; CC7; FSM; PAME; LAI; UET; SBCSR; SUP; SCE; SCES; SOCUBAT; SCC; SOCCF; SCDC; SCAR; AMECA; SCO; SCMI; SCRIP; SCMIE; SCML; SCF; SCCM; SOCUENF; SCCM; SCF; SCML; SC-Endo; CDM; FMZBIVC; CCW ; AC-C.

<sup>76</sup> El Foro, página 5.

<sup>77</sup> Nord Sud XXI, página 5.

<sup>78</sup> Ver contribuciones de GS; CCSP; CEBRAPAZ; MLN29N (133); HOLA; CLCC; CHP5CPEU; COFADEH;UMU; CEL5; CBC; FMC; CONAM; FUCVAM; IPNC; SERPAJ-P; TP; AI; El Foro; APM; C50; AJUMAES; CEE; CUBASOLAR; MCPSP; SCJM; APAFAESCUBA; ANAP; ACPA; ANOC; APBP; ASHPC; MUNDUBAT; ASUC; ACCR; APECGH; OMHEC; ECEP; OSSGC; KJC; ACJMRJ; ACJMRJ; BCFG; RJMSC; CORSOLCUBA; ACFO; CNC; CSI; AFL-C; CSCJMP; ACJM; COLCUBA; BCF&SS; ACFS; ASC; AVSB; MMSC; SPC; ACYCP; CAEL; ANCREB-JM; CCSC; ACJM-MG; SC; ASH; SCFA; AAP-C; SAR-C; CNSPC; AS-CE; ACRB; AARFAC; CAPCAH-AV; MBSC; CACRF; FLHW8SP; FJM; DHCM; COPINH; AALP; COPODEHUPA; CRY SOL; NES CUBA; SFG; HCF; EEDDA; CMP; AFEP; CIMI; OOH; CETIM; OCLAE; ALAI; CMG; AST; CACM; SEAP; ASAVCL; MPM; MPA; CKWU; CIEC-DEEM; UBW; AV; UMW-K; BFP; UMW; AAJDF; Nord Sud XXI; UNJC; UNAICC; ANEC; ACAA; UTPBA; SINTRAERONAUTICO; CNTP; FRENADSO; FSM; PIT CNT; PAME; TWV; SBCSR; SUP; SOCUENF; SCCM; SCF; SCMIE; SCRIP; SCMI; SCO; SCAR; SCDC; SOCCF; SCES; SC-Endo; CDM; FMZBIVC; ATENA; KPN-KFPN.

<sup>79</sup> TA, páginas 1-5. Ver contribución de El Foro.

<sup>80</sup> El Foro, página 3.

<sup>81</sup> HRF, página 2.

<sup>82</sup> CMFI; MMRG; CC; IOG-B; VCI; CML5C&CESCM; C29D; APM; C50; CEAO; EDUCAFRO; PR; CPS5; AJUMAES; CEA; OSPAAL; UAC; SINCOMHAB; FNL; SEC; ACCR; OMHEC; FRU; EDH; ADP; AFAC-SP; ACGC; AGLCUI; AGUMEP; ELAM; FNVJ; CCSC; RJMSC; MPSC; CSCDIG; AFL-C; CSCJMP; AAG-CFV; CSC-G; AACMHA; ACFS; AAH-C; CAEL; CAPCASC; AH-AV; ANCREB-JM; CAPCJM; ASH; SAR-C;CCSC; ACRB; ACJM-ERGS; MBSC; OHDSEP; CUC; A-NGOLAFRICARTES;



COPODEHUPA; CRY SOL; SFG; FGT; EEDDA; CIMI; RPP; CMG; SEAP; CPM; EDUCAR; C29D; RSFC; AAJDF;  
FESECARUSO; COR-ELALTO; FSM; PIT CNT; SOCUENF; SCML; AMECA; SCC; SOCUBAT.

<sup>83</sup> UM.

<sup>84</sup> El Foro, página 3.

<sup>85</sup> MUNDABAT, páginas 1-3.

-----